



# La contribution des États-Unis au renforcement des capacités liées au commerce

*Améliorer les conditions de vie par  
le commerce et l'assistance technique*

SEPTEMBRE  
2003



*Le libre commerce alimente les moteurs de la croissance économique qui créent de nouveaux emplois et de nouvelles sources de revenu. Il applique le pouvoir des marchés aux besoins des pauvres. Il stimule le processus de réforme économique et juridique. Il aide à démanteler les bureaucraties protectionnistes qui étouffent les initiatives et invitent la corruption.*



**George W. Bush, Président des États-Unis, avril 2001**

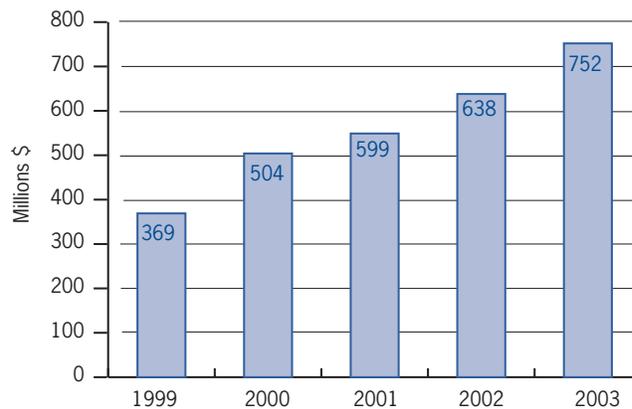


# L'engagement des États-Unis

Le lancement du Programme de Doha pour le développement a marqué l'arrivée d'une nouvelle ère dans le partenariat des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : la reconnaissance des liens entre le commerce et le développement. Dans le cadre de ce partenariat – et pour réaliser les objectifs de la Déclaration ministérielle de Doha – les États-Unis ont lancé des activités de renforcement des capacités en matière de commerce (TCB<sup>1</sup>) en vue de promouvoir la prospérité et de réduire la pauvreté dans le monde.

À Doha, les ministres ont renouvelé leur engagement à renforcer la capacité des pays en voie de développement de participer au système commercial multinational. La Déclaration ministérielle, dans son paragraphe 41, souligne les engagements spécifiques pris en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans toute une série de domaines, depuis la politique de concurrence et la facilitation du commerce jusqu'à l'adhésion à l'OMC et aux droits de la propriété intellectuelle.

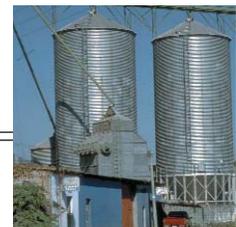
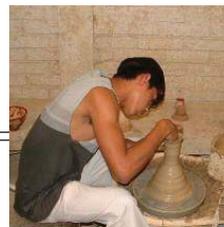
## AIDE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE, APPORTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



Les paragraphes 42 et 43 reconnaissent les besoins particuliers de renforcement des capacités des pays les moins avancés (PMA) et demandent un soutien accru du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.

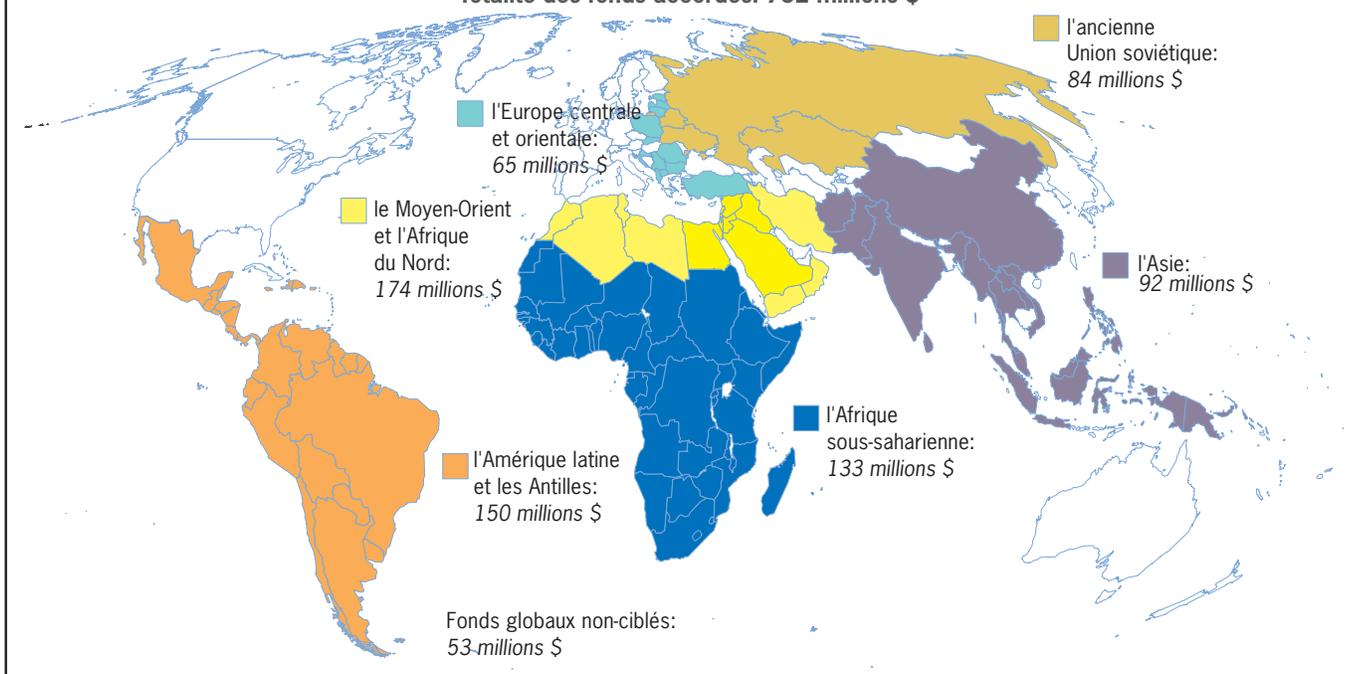
La présente publication fournit des informations sur la façon dont les États-Unis tiennent leurs engagements pris à Doha.

<sup>1</sup> TCB = « Trade Capacity Building »



## L'aide financière des É-U aux capacités dans le domaine du commerce—2003

Totalité des fonds accordés: 752 millions \$



*Les États-Unis sont le plus grand pays donateur pour l'assistance au renforcement des capacités liées au commerce (TCB).*

Les États-Unis sont le plus grand pays donateur pour l'assistance au renforcement des capacités liées au commerce (TCB). Selon l'enquête faite par le Gouvernement des États-Unis en 2003 sur le TCB, le financement total des États-Unis pour les activités TCB était de 752 millions pour l'année budgétaire 2003, alors qu'il n'était que de 369 millions pour l'année budgétaire 1999<sup>2</sup>. Les États-Unis sont aussi le plus grand pays contributeur à la Banque mondiale et autres banques multilatérales de développement, lesquelles fournissent une assistance de plus en plus étendue en matière de TCB dans le cadre du Programme de Doha pour le développement<sup>3</sup>.

Les efforts des États-Unis pour le renforcement des capacités liées au commerce (TCB) soutiennent l'OMC et son programme d'assistance technique ainsi que les efforts faits par les pays en voie de développement pour s'attaquer aux obstacles dans le domaine de l'offre qui affectent leur participation au commerce international. Les États-Unis contribuent de façon considérable au Cadre intégré de l'assistance technique commerciale aux pays les moins avancés, par leur contribution au Fonds fiduciaire du Cadre intégré, leur participation à son Groupe de travail, et, ce qui est encore plus important, en finançant les activités prioritaires en matière de TCB identifiées par les pays les moins avancés dans les études diagnostiques du Cadre intégré.

<sup>2</sup> Les enquêtes précédentes ont été faites en 2001 et 2002. La méthodologie de l'enquête se trouve dans le rapport « Initiatives du Gouvernement des États-Unis pour renforcer les capacités liées au commerce dans les pays en voie de développement et les pays en transition ». Les définitions de l'enquête se trouvent dans la base de données des États-Unis sur le renforcement des capacités liées au commerce <[www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)>, mot clé TCB Database, et sur le CD-ROM ci-joint.

<sup>3</sup> Des données sur ces activités se trouvent dans la base de données des États-Unis sur le renforcement des capacités liées au commerce et la base de données de l'OMC sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liées au commerce : <<http://tcdb.wto.org>>. Le CD-ROM joint à ce rapport contient des tableaux récapitulatifs de l'enquête sur les activités des États-Unis en matière de TCB en 2003 et des descriptions détaillées des activités jusqu'en 2002.

# L'approche des États-Unis

Dans son programme de politique commerciale pour 2003, le Président déclare que « Les États-Unis sont fermement engagés à étendre le cercle des nations qui profitent du commerce mondial ... et à aider les économies en voie de développement à renforcer leur capacité de prendre part aux négociations, appliquer les règles et saisir les opportunités. »

Les États-Unis ont répondu rapidement et de façon décisive à l'appel du Programme de développement de Doha d'augmenter les efforts du TCB. Cette réponse comprend :

- Augmenter le financement et la portée des programmes en matière de TCB

- Intégrer le TCB dans les stratégies de développement
- Diversifier les outils d'aide au TCB
- Elever le niveau de l'assistance en forgeant des alliances avec les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé
- Renforcer la collaboration avec les autres bailleurs de fonds

Les États-Unis reconnaissent que l'assistance technique travaille au mieux lorsqu'elle répond à la demande, c'est-à-dire qu'elle répond aux priorités et besoins spécifiques identifiés par les pays bénéficiaires. Sans l'engagement du bénéficiaire, l'assistance risque d'être mal centrée et de ne pas atteindre les résultats recherchés. C'est pourquoi, toute assistance technique des États-Unis liée au commerce commence par un apport du pays bénéficiaire.





Une approche d'assistance systématique et bien centrée devra être suivie pour appuyer des négociations rapides au sein de l'OMC et autres organismes et pour saisir les opportunités commerciales. Les États-Unis travaillent avec les pays en voie de développement pour évaluer leurs besoins en matière de TCB, identifier les besoins à court et à long terme et préparer des plans d'action nationaux. Sur cette base, les États-Unis concentrent leurs efforts en matière de TCB sur des initiatives qui produiront des résultats tangibles et utiles.

Pour que le développement soit durable, les pays doivent prendre soin de leurs populations et de leur environnement. Les États-Unis sont convaincus que les questions de travail et d'environnement constituent des dimensions cruciales pour le commerce et une assistance dans ces domaines est incluse, dans la mesure du possible, dans leurs activités en matière de TCB.

En complément des négociations pour des accords de libre échange (Free Trade Agreements – FTA) avec les pays d'Amérique Centrale et l'Union douanière des États de l'Afrique australe, les États-Unis et ses partenaires ont créé des groupes de coopération en matière de TCB séparés qui se réunissent parallèlement aux groupes de négociations. Les groupes de coopération en matière de TCB offrent à de multiples bailleurs de fonds l'opportunité d'écouter et de répondre aux besoins et priorités des partenaires des accords FTA. De plus, les pays membres de la zone de libre échange des Amériques (FTAA) ont créé le Programme de coopération de l'Hémisphère pour renforcer les capacités liées au commerce des pays participants. De même, en appui à l'Initiative du Président pour un partenariat avec le Moyen-Orient et la zone de libre échange proposée au Moyen-Orient, le Département d'État, en liaison avec d'autres organismes, est en train de lancer toute une série de programmes d'assistance technique liée au commerce.

Des groupes de travail entre les agences au sein du Gouvernement des États-Unis aident à améliorer l'efficacité et la cohérence des activités en matière de TCB en puisant dans tout l'éventail de l'expertise technique existant aux États-Unis. Parmi les principales agences de coordination, on trouve l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Office du représentant du commerce (USTR), l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA) et le Programme de développement du droit commercial du Département du Commerce. Les activités américaines en matière de TCB sont renforcées par l'expertise technique des agences spécialisées, telles que les Départements de l'Agriculture, de l'Énergie, de l'Intérieur, de la Justice, et des Transports ; l'Agence pour la protection de l'Environnement (EPA) ; le Bureau américain des douanes et de la protection des frontières (CBP) ; l'Office américain des brevets et marques déposées (PTO) ; l'Administration des aliments et des drogues, la Commission fédérale du commerce ; le Corps de la paix ; et enfin l'Administration des petites entreprises.



# Les États-Unis prennent des mesures concrètes

Les activités d'assistance liées au commerce se divisent en deux grandes catégories :

- Une assistance qui aborde le problème des obstacles dans le domaine de l'offre et aide les pays en voie de développement à créer des conditions favorables à un commerce libre et qui répond efficacement aux opportunités offertes par la libéralisation.
- Une assistance liée à la participation et à l'exécution du plan d'assistance technique de l'OMC et des dispositions commerciales régionales, en particulier les activités qui soutiennent les efforts des pays en voie de développement pour honorer les engagements commerciaux existants.

## **DE L'ACCÈS AU SUCCÈS: L'ASSISTANCE DES ÉTATS-UNIS POUR ACCROÎTRE LES BÉNÉFICES DU COMMERCE**

### **LES NOUVEAUX OUTILS**

Les agences d'assistance des États-Unis déploient toute une série d'outils qui leur permettent de répondre rapidement dans des domaines très demandés. Parmi ceux-ci, l'analyse quantitative économique et commerciale, la simplification des douanes et la facilitation du commerce, les questions sanitaires et phytosanitaires (sécurité des aliments, santé animale et végétale) et la réforme commerciale et institutionnelle. Parmi ces nouveaux outils citons :

- Un outil de diagnostic en droit commercial
- Un manuel de formation à l'évaluation des biens en douanes



- La Carte commerciale « TradeMap » du Centre du commerce international qui permet d'accéder aux données et à l'analyse du commerce
- Des modèles statistiques pour appuyer les responsables politiques nationaux dans leurs prises de décisions
- Des cours sur le droit environnemental, les institutions et l'application de la loi

### L'ENVIRONNEMENT

L'assistance américaine aide les pays en voie de développement à atteindre un niveau élevé de protection environnementale dans les pays, faire appliquer les lois et les règlements

nationaux sur l'environnement, faciliter la participation des citoyens aux prises de décisions sur l'environnement, satisfaire aux normes internationales de l'environnement, augmenter le commerce de l'écotourisme et promouvoir un développement durable. En réponse au paragraphe 33 de la Déclaration ministérielle de Doha, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) prépare en ce moment un cours de formation pour l'évaluation des questions environnementales dans les accords commerciaux.

Aux Philippines, l'Alliance pour la transformation du commerce des aquariums marins se consacre à renverser les effets d'une collecte incontrôlée d'objets ornementaux pour les aquariums (poissons, coraux et autres organismes) et pour assurer que le commerce de ces ornements marins ne se fasse pas au détriment de l'environnement. Ce projet est en train de mettre en place un programme de certification et d'éduquer les collectionneurs sur les incitations économiques qui sont à la base de la certification environnementale. Au Chili, les États-Unis aident les autorités à développer un registre des décharges et des transferts de produits polluants, améliorer la conformité aux exigences environnementales et développer des alternatives à l'utilisation du bromure de méthyle.

### LA MAIN D'OEUVRE

Les efforts des États-Unis en matière de TCB comportent des activités conçues de façon à améliorer les compétences de la main d'œuvre, renforcer la protection des droits des travailleurs et des normes du travail, éliminer l'exploitation des enfants



#### L'ÉCOTOURISME AU KENYA – DU MAÏS À LA CONSERVATION

Dans les années passées, les éléphants avaient détruit les cultures et endommagé les sources d'eau dans le district de Kwale du sud du Kenya, contribuant ainsi à maintenir des niveaux élevés de la pauvreté, de la faim et de l'insécurité. Pour parer à cette situation, les États-Unis, le Service de la Faune du Kenya et

la Fondation Born Free ont formé un partenariat avec plus de 200 familles locales pour créer le sanctuaire des éléphants de Mwaluganje. En donnant des terres au sanctuaire, les participants sont devenus gestionnaires et partenaires. Ils reçoivent maintenant des dividendes de l'écotourisme développé à la suite de la création du sanctuaire. Le sanctuaire crée aussi des opportunités d'emploi pour des gardes, des traqueurs de faune, des pourvoyeurs de services aux touristes et des ouvriers pour la construction. Une étude récente a montré que les partenaires du sanctuaire gagnent maintenant deux fois plus par arpent de terre qu'en cultivant du maïs.

et prévenir les distorsions dues aux différences de sexe.

L'USAID a aidé les ministères du travail en Amérique centrale et en République Dominicaine dans la formulation de politiques nationales et régionales et l'application des lois et pratiques modernes du travail. Un système d'information du travail basé sur l'Internet été mis en place dans toute la région. Des formations ont été offertes aux secteurs public et privé sur le dialogue social, le règlement des litiges par des voies alternatives, la santé du travail et les normes de sécurité et enfin la modernisation du marché du travail.

## LES PROGRAMMES DE PRÉFÉRENCE

Les activités américaines en matière de TCB ont aidé les pays en voie de développement à profiter des opportunités créées par toute une série de programmes américains de préférences liées au commerce. Par exemple, en appui à la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (loi « AGOA »), le Gouvernement des États-Unis aide les pays à obtenir le visa pour les textiles, améliorer la sécurité des aliments, faire des évaluations de risques de parasites, identifier des marchés et établir des liens directs d'entreprise à entreprise avec des firmes américaines.

Comme l'Afrique est composée de plusieurs grands groupes de petits pays avec des environnements commerciaux semblables, le gouvernement des États-Unis a reconnu qu'en pratique, il vaudrait mieux aborder le TCB sur le plan régional. L'USAID a créé des centres de commerce en Afrique occidentale, orientale et australe. Chaque centre sert

de plateforme d'assistance technique pour un cadre d'experts qui peuvent apporter une réponse rapide et pratique à un large éventail de besoins commerciaux.

## ENCOURAGER LE COMMERCE RÉGIONAL

Des études récentes ont montré que l'expansion du commerce entre les pays en voie de développement offre le plus grand potentiel de gains. Les États-Unis aident de nombreux pays en voie de développement à améliorer leur coopération commerciale à l'intérieur d'une même région.

- Par leur Centre régional pour l'Afrique australe, les États-Unis ont fourni une assistance aux efforts de la région pour la modernisation des



### EXPANSION DU FLUX COMMERCIAL DU MEXIQUE

L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA) a mandaté une étude de faisabilité qui a aidé un opérateur de la ligne de chemin de fer du Nord du Mexique à développer un système intermodal efficace, facilitant ainsi le flux des échanges.

L'expansion et la modernisation des terminaux ont abouti à une plus grande efficacité des échanges commerciaux, ce qui a stimulé le commerce dans les trois ports visés par l'aide de l'USTDA. Les nouveaux terminaux intermodaux ont étendu la zone commerciale de 50 pour cent entre les années 2001 et 2002. Et grâce au nouveau terminal et à la modernisation des autres, l'opérateur a réalisé une augmentation de 15 pour cent du volume de son commerce entre ces mêmes années. La plus grande partie de cette croissance provenait du commerce régional avec les États-Unis.

administrations des douanes, conformément au protocole des pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) sur le commerce.

- L'Initiative de la SADC pour faciliter la coopération douanière et le commerce a pour objet de soutenir les initiatives régionales visant à simplifier, standardiser et harmoniser les procédures douanières, améliorer la coopération des douanes sur les plans bilatéral, régional et multilatéral, et développer ainsi que renforcer la coopération et la consultation entre les administrations des douanes et les parties intéressées.

Dans le cadre du Programme régional TCB régional des Andes, les États-Unis aident les pays de la région à harmoniser les procédures douanières, développer la politique et les lois sur la compétition,

satisfaire aux exigences SPS, identifier et analyser les marchés potentiels et préparer les pays à participer à la FTAA.

Dans l'Hémisphère Ouest (les Amériques), les États-Unis et leurs partenaires FTA ont lancé le programme de coopération de l'Hémisphère (HCP), qui est une initiative en matière de TCB pour aider les petits pays et les pays en voie de développement à bénéficier du libre échange dans l'hémisphère. Le programme HCP repose sur des stratégies en matière de TCB basées sur l'évaluation des besoins faite par les pays. Ces évaluations apportent des informations précieuses, non seulement pour la communauté des bailleurs de fonds mais aussi pour les pays en voie de développement eux-mêmes. Les stratégies basées sur ces évaluations aideront à intégrer le commerce dans les efforts globaux de développement des pays et dans leur programme de développement avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale.



### LA PROMOTION DES SOUS-SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DES AGRO-INDUSTRIES AU MALI

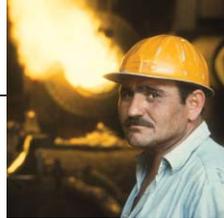
La pauvreté des zones rurales de l'Afrique de l'Ouest est enracinée dans la faible productivité de l'agriculture. En réponse, l'USAID aide les opérateurs de l'agro-industrie à améliorer le testage et la certification des produits, accéder aux études et à l'information du

marché, renforcer la planification d'entreprise et les capacités de marketing, ouvrir l'accès aux sources de financement pour le commerce et acquérir de nouvelles technologies et méthodes de transformation des produits. Parmi les principaux résultats obtenus aujourd'hui, on cite le commerce régional couvrant maintenant plus de 50.000 tonnes de céréales et l'augmentation des échanges de bétail, en particulier l'exportation du bétail malien vers la Guinée.

### LA DIVERSIFICATION DE L'AGRICULTURE

Un nombre croissant de projets des États-Unis dans le secteur agricole permet aux agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux des pays en voie de développement de s'intégrer dans les marchés alimentaires et agricoles internationaux. Par exemple, l'USAID, en coopération avec les Universités « land grant<sup>4</sup> » et autres centres de recherche offre aux utilisateurs les dernières technologies pour la production et la transformation des produits. Elle a aussi formé des alliances

<sup>4</sup> Universités créées par la loi du 2 juillet 1862 faisant don de terres publiques (fédérales) aux États et Territoires pour y bâtir des universités, à l'origine pour l'agriculture et la mécanique. Il y a aux États-Unis 72 universités « land grant ».



avec des supermarchés régionaux et d'autres partenaires du secteur privé pour aider les producteurs à atteindre les normes élevées de sécurité et de qualité des aliments des grands marchés internationaux. Les projets de développement rural des États-Unis aident les gouvernements et les agriculteurs à accéder en temps réel à des informations de prix et autres sur les marchés mondiaux.

Autres exemples d'assistance offerte par les États-Unis :

- Les États-Unis aident les petits planteurs de café du Nicaragua à cultiver des cafés de qualité supérieure, à augmenter les ventes sur les marchés du café biologique et à traiter les grains de café de façon plus efficace.
- En Afrique, le projet AfricaLink est un catalyseur pour les instituts de recherche agricole de toute la région dans l'utilisation de l'Internet pour partager des informations et des connaissances techniques.
- En Haïti, 35.000 agriculteurs ont reçu une formation sur la commercialisation des produits, ce qui leur a permis d'augmenter les exportations de cacao de haute qualité et de vendre du café de commerce équitable.

## SERVICE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Les États-Unis aident à introduire des technologies de l'information et du marketing, dont celles qui font la promotion du commerce électronique (e-commerce) et des liens directs d'entreprise à entreprise avec des partenaires commerciaux potentiels

dans le monde. Les agences d'assistance américaines collaborent aussi avec les entrepreneurs et les chefs d'entreprises qui acceptent de partager leur technologie et leur expertise avec des homologues du secteur privé dans le monde en voie de développement

## LA GOUVERNANCE PUBLIQUE

La croissance du commerce dépend d'un environnement favorable, attractant et stable pour le commerce, et en particulier un régime fiscal transparent et reposant sur une base étendue, un système bancaire et financier bien réglementé, un service douanier efficace et d'autres procédures réglementaires et administratives. Ces procédures ne doivent pas être plus encombrantes qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs publics légitimes. Les États-Unis fournissent une aide conçue de façon à améliorer la gouvernance macro et microéconomique.



### LE GHANA PROFITE DES PARTENARIATS PUBLICS/PRIVÉS

Au Ghana, les petits et moyens exportateurs de produits agricoles avaient besoin d'améliorer leurs normes phytosanitaires et étendre l'éventail de leurs produits pour pouvoir entrer en compétition sur le marché mondial. C'est pourquoi l'USAID a formé un partenariat avec un grand détaillant de

produits alimentaires, une université et d'autres organisations du secteur privé pour offrir leur expertise en vue d'améliorer ces normes. Outre les nouvelles ventes d'ananas de haute qualité, ce partenariat a permis aux exportateurs de satisfaire aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS), d'étendre l'accès au marché et d'augmenter la valeur des produits exportés.



### APPUI LIÉ À L'OMC

Les États-Unis fournissent tout un éventail d'assistance technique pour aider les pays en voie de développement à participer pleinement à l'OMC et autres organismes du commerce international et à tenir leurs engagements commerciaux actuels et futurs.

### L'ACCESSION À L'OMC

Les États-Unis ont aidé des pays en voie d'accession tels que le Népal, la République de Macédoine de l'ancienne

Yougoslavie et le Cap Vert, à améliorer leur compréhension des accords de l'OMC et à identifier les changements dans les lois, règlements, politiques et procédures nécessaires pour achever les négociations sur les termes de l'accession à l'OMC. Par exemple, dans la République de Macédoine, les États-Unis ont fourni l'assistance technique d'un expert, ce qui a beaucoup accéléré la procédure d'accession.

### ANALYSE ET INFORMATION SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE

Répondant au besoin de recueillir plus de données pour analyser les effets complexes de la libéralisation du commerce sur les plans économique, social, environnemental et autres, les États-Unis fournissent de plus en plus d'outils d'information et d'analyse. Par exemple, les États-Unis ont formé une alliance avec le Centre International du Commerce à Genève pour que sa base de données interactive TradeMap, qui est à la fois puissante et facile à exploiter, soit accessible pour les utilisateurs des secteurs public et privé du monde en voie de développement. La base de données TradeMap fournit des informations sur les flux commerciaux et les barrières non tarifaires et permet à un pays d'analyser son niveau de compétitivité sur les marchés mondiaux.

Par le moyen d'une subvention accordée au Conseil africain pour la recherche économique (AERC), les États-Unis aident les analystes africains à faire des études approfondies de la capacité institutionnelle et des intérêts commerciaux nationaux dans six pays de l'Afrique sub-saharienne.



### L'INDONÉSIE AMÉLIORE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE.

Le Gouvernement de l'Indonésie a été confronté à de graves problèmes de politique fiscale et de gouvernance publique. Le projet de Partenariat pour la croissance économique (Partnership for Economic Growth - PEG) de l'USAID a aidé le pays à couvrir ses besoins d'assistance technique. Le projet PEG a organisé des séminaires et fourni

des outils clés de gestion des données (tels que les rapports de surveillance trimestriels de l'inflation ou de la déflation pour les autorités monétaires) pour aider le gouvernement à appliquer son Projet de stabilité du système financier. L'USAID a aussi aidé à développer un projet pilote de classement du crédit ainsi que des études de cas pour des cours sur les audits de banques. Le PEG a aidé le Ministère des Finances à renforcer sa capacité institutionnelle d'analyse qui a mené à des réformes fiscales clés et à l'utilisation des indicateurs de durabilité financière. Vu le rôle crucial joué par la bonne gouvernance publique dans la promotion de la croissance du commerce, les succès obtenus en Indonésie avec l'aide du PEG posent les fondations d'une réduction rapide de la pauvreté grâce à l'exportation.

## LE COMMERCE DES SERVICES

Les États-Unis aident les pays en voie de développement à créer les cadres juridique, réglementaire et institutionnel dont ils ont besoin pour établir des marchés de services ouverts et bien réglementés qui peuvent les aider à atteindre leurs objectifs de développement économique et de réduction de la pauvreté. L'aide des États-Unis en matière de TCB comprend une aide pour exécuter l'Accord général sur le commerce des services (GATS) et pour les activités dans le domaine de l'offre, pour aider les pays en voie de développement à développer leur capacité de participer au commerce des services.

Par exemple, en Inde, le Projet de réforme et d'expansion des institutions financières - réglementation (FIRE-R) aide le gouvernement à élever l'efficacité, la transparence et l'intégrité de ses services financiers et de ses marchés du capital et de les placer au niveau des normes internationales. Ceci a abouti à une protection accrue de l'investisseur et un cadre réglementaire renforcé. L'amélioration des institutions de finance et d'assurances de l'Inde augmente la compétitivité de ce pays dans le commerce des services et crée un environnement plus favorable pour tout le commerce.

## L'ÉVALUATION EN DOUANE

L'exécution de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane améliore la transparence et la prédictibilité, réduit les frais des transactions commerciales et aide les firmes des pays en voie de développement à s'intégrer dans les chaînes mondiales de production et de



### AIDER LE NÉPAL À ENTRER DANS L'OMC

Les États-Unis ont appuyé les efforts du Népal pour entrer dans l'OMC avec une aide technique portant sur l'administration des douanes, en particulier pour l'application des accords d'évaluation des biens en douanes, et une formation pour appliquer les droits sur la propriété intellectuelle et l'application de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de

la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). L'aide des États-Unis pour les Accords TRIPS portait sur une formation pratique sur l'étude des brevets et marques de fabrique et l'enregistrement des droits d'auteur aux États-Unis. Des négociations bilatérales sont en cours pour une aide supplémentaire relative à l'évaluation des biens en douanes, l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (sécurité des produits alimentaires, santé des animaux et des plantes) et tous autres besoins que le Népal pourrait identifier.



### CRÉATION D'UNE UNITÉ DE L'OMC EN ÉGYPTE

La négociation et l'application des accords de l'OMC exigent une coordination continue entre toute une série d'offices gouvernementaux. Elles exigent aussi que les parties intéressées du secteur privé et de la société civile soient consultées. Avec l'aide de l'USAID et du Programme de développement du droit

commercial du Département du Commerce, l'Égypte a résolu ce problème en créant une unité OMC au sein de son Ministère du Commerce extérieur. L'assistance américaine a aidé l'Égypte à préparer et exécuter son plan de mise en place de l'unité, et fournit une assistance continue pour former et aider les fonctionnaires de l'unité dans la formulation de la politique commerciale et la promotion des exportations. Cette unité assume maintenant la responsabilité de préparer l'Égypte en vue des réunions de l'OMC, en particulier la cinquième réunion ministérielle de l'OMC à Cancun.



distribution. L'USAID, en étroite collaboration avec le Bureau des États-Unis pour les douanes et la protection frontalière, l'Organisation mondiale des douanes et d'autres bailleurs de fonds, est en train de développer de nouveaux outils d'assistance pour couvrir ces besoins.

### LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les agences gouvernementales des États-Unis, en s'appuyant sur les ressources et l'expertise de l'industrie privée et des organisations internationales, fournit une assistance technique pour aider les pays en voie de développement à appliquer l'Accord de l'OMC sur les aspects des

droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Par exemple, plusieurs agences américaines ont collaboré pour financer une série de séminaires à Manille. Pour donner un aperçu des questions spéciales qui entourent une application efficace des lois pénales, les séminaires ont engagé des juges, des procureurs, des enquêteurs et des administrateurs philippins pour aborder les problèmes des lois et des institutions, tels que les affaires en instance interminable devant les tribunaux et le manque de technologie.

Les États-Unis fournissent aussi une formation sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) pour renforcer les accords commerciaux bilatéraux. Au Vietnam, par exemple, des ateliers ont été organisés, qui ont abouti à des structures juridiques et d'application des règlements améliorées, concernant les DPI. Malgré des problèmes constants de piraterie et de contrefaçon, les ateliers s'appuient sur l'engagement public du Vietnam d'appliquer les dispositions relatives aux DPI de l'accord commercial bilatéral entre les États-Unis et le Vietnam, et aident le Vietnam à se conformer aux accords ADPIC.

### LA FACILITATION DU COMMERCE

L'assistance des États-Unis aide à réduire les frais de transaction et élimine les obstacles à l'expansion du commerce en améliorant la transparence et la responsabilité dans la gouvernance. Par exemple, l'outil d'assistance innovateur « groupes de compétitivité » fournit un cadre efficace pour identifier les



#### LE RÉSEAU CARICOM SE RENFORCE

Le CARICOM a demandé des ordinateurs et autres équipements pour sa « Machinerie des négociations régionales » en vue de créer un secrétariat informatisé. Le but poursuivi était d'améliorer la coordination des politiques commerciales entre les 15 états membres.

L'USAID a répondu en achetant et en installant un réseau d'ordinateurs dans les

ministères du commerce de chaque pays membre. Ce réseau permet une collaboration véritable en groupes de travail, le courrier électronique, la gestion des documents et des tribunes pour permettre aux membres de collaborer et d'échanger des informations sur le commerce. Parmi les autres activités de soutien au CARICOM, un spécialiste de la technologie de l'information a été engagé pour administrer le réseau du secrétariat informatisé, des séminaires centrés sur des questions commerciales ont été organisés pour des personnes ayant des intérêts particuliers et des formations ont été offertes sur les questions commerciales pour renforcer la capacité institutionnelle au sein des gouvernements de la région.

procédures administratives et réglementaires qui peuvent être simplifiées sans compromettre une surveillance gouvernementale nécessaire. Cet outil est utilisé en Croatie, Roumanie, la République de Macédoine de l'ancienne Yougoslavie, la Bulgarie, la Mongolie, l'Ouganda, le Sri Lanka, la République dominicaine, le Honduras, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie, le Liban et la Jamaïque.

## LES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS)

En vue de protéger les bases des ressources agricoles et environnementales, aider à se conformer aux exigences de certification des pays importateurs et améliorer la sécurité des aliments et la santé publique, les États-Unis fournissent une aide pour renforcer la santé végétale, animale et humaine et les mesures relatives à l'environnement. Lorsque les pays de la Communauté des Andes ont unanimement identifié les SPS comme étant une priorité absolue pour l'assistance technique liée au commerce, l'USAID et le Département des États-Unis pour l'agriculture (USDA) ont mis sur pied un programme de santé agricole qui a aidé les pays à comprendre leurs obligations et accélérer leur mise en pratique dans le cadre des accords SPS de l'OMC. Les activités comprenaient une formation en évaluation des risques, le développement de la recherche technique et des indices de base pour les parasites et maladies animales régionales, et la mise au point d'un système d'information et de surveillance pour les questions de santé végétale et animale dans la région.



## LES EXPORTATEURS AFRICAINS SE CONFORMENT DE PLUS EN PLUS AUX NORMES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES.

Après que les pays africains aient exprimé leurs craintes concernant leur capacité de satisfaire aux règlements américains sur les produits agricoles, pour pouvoir bénéficier de la loi sur les opportunités et la croissance en Afrique (loi AGOA), le Gouvernement des États-Unis a répondu

en accordant une aide pratique et ciblée. Le Département de l'Agriculture (USDA) a assigné un fonctionnaire de son service d'inspection de la santé des animaux et des plantes (APHIS) au Centre de la compétitivité mondiale à Gaborone, au Botswana, afin de conseiller les pays de l'Afrique Australe sur le commerce des produits agricoles dans la région et sur le plan international. Cette assistance a apporté des bénéfices immédiats : d'ici la fin de 2003, les pays africains auront réalisé de 15 à 20 évaluations de risques de parasites sur des produits aussi divers que les asperges, les haricots verts, le maïs nain, les raisins de table et les abricots.



## LA CONFÉRENCE SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE EN AGRICULTURE ENCOURAGE LA COMPÉTITIVITÉ DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

En Juin 2003, l'USDA était l'hôte des Ministres de l'agriculture, de l'environnement, de la science et du commerce de 117 nations pour une Conférence ministérielle mondiale et une exposition sur la science et la technologie en agriculture, qui s'est

tenue à Sacramento, en Californie. Un des résultats a été la diffusion d'informations sur des nouvelles technologies, en particulier la biotechnologie, qui améliorent la compétitivité mondiale. Les ministres et les experts ont échangé des informations sur la façon d'attirer les investissements et développer des politiques et des cadres réglementaires appropriés pour promouvoir la compétitivité et le commerce des produits agricoles. Les principales technologies présentées portaient sur la préservation de l'identité et la garantie de la qualité des produits alimentaires, la gestion des supermarchés et l'amélioration de l'infrastructure de la « chaîne du froid ». Parmi les autres sujets de la conférence, citons les technologies et questions liées à l'amélioration des conditions sanitaires et phytosanitaires dans le monde, en particulier la sécurité des aliments.

## LES BARRIÈRES TECHNIQUES AU COMMERCE

Les pays en voie de développement ont besoin d'une aide pour se conformer aux normes internationales et harmoniser les réglementations techniques sur le plan régional de façon que ces normes et réglementations ne constituent pas une barrière au commerce. C'est pourquoi l'USAID a financé un projet de la Banque mondiale dans lequel les universitaires et les experts locaux du commerce ont fait des études de cas approfondies sur les régimes des normes dans cinq pays



### LES EXPORTATEURS DE CREVETTES DU BANGLADESH ATTEIGNENT LA CLASSE MONDIALE

Gênés par leur réputation de vendre des produits de qualité inférieure aux normes et suivant des pratiques peu favorables à l'environnement, les producteurs de crevettes du

Bangladesh ont enregistré un déclin significatif de leurs exportations en 2001. Cependant, avec l'aide des États-Unis, le secteur est en train de changer ses pratiques et son image. L'aide fournie par l'USAID consiste à enseigner aux exportateurs de crevettes les pratiques de traitement hygiéniques et l'élevage des espèces d'eau douce amicales pour l'environnement. De plus, grâce à son programme de « Sceau de qualité », les États-Unis ont aidé le secteur à créer des laboratoires de testage privés appartenant à des tiers parties pour veiller à ce que les producteurs puissent satisfaire aux normes de qualité et promouvoir leur crédibilité sur le plan international. Les exportateurs doivent maintenant satisfaire aux codes internationaux. Suite à l'application de ces « meilleures pratiques » dans ce secteur, les exportations ont déjà augmenté de près de 30 pour cent, pour dépasser 350 millions de dollars.

africains : l'Afrique du Sud, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda. Ces études ont suggéré des moyens pratiques permettant aux firmes et aux agriculteurs africains d'améliorer la qualité de leurs produits et augmenter ainsi leur accès aux marchés à travers le monde.

## LES ACQUISITIONS PAR LES GOUVERNEMENTS

L'amélioration de la transparence et de la prédictibilité des acquisitions par les gouvernements réduit les frais des transactions commerciales et peuvent améliorer de façon spectaculaire l'efficacité et l'impact des investissements publics et des services sociaux. C'est pourquoi, par exemple, les États-Unis aident la Jordanie à être un des premiers pays en voie de développement à devenir signataire de l'Accord sur les acquisitions par les gouvernements. Les États-Unis fournissent une assistance technique dans la préparation d'une législation et enseignent aux agents du gouvernement à préparer et exécuter une réglementation transparente des acquisitions.

## LE CADRE INTÉGRÉ

Le but principal du Cadre intégré est de placer les pays les moins avancés au sein du système commercial mondial. Les États-Unis ont appuyé le Cadre Intégré en se concentrant sur l'importance d'une réaction efficace et rapide aux priorités en matière de TCB identifiées dans les études diagnostiques du Cadre Intégré. Par exemple, pour assurer que les missions de l'USAID sur le terrain soient en mesure de réagir rapidement aux trois premiers projets pilotes de la seconde phase du Cadre Intégré, l'USAID a mis de côté une provision de 3 millions de dollars dans les fonds discrétionnaires de



l'année 2002. Ces fonds ont aidé à faire démarrer la réponse des États-Unis en fournissant un financement immédiat pendant que les missions américaines sur le terrain ajustaient leurs programmes d'assistance à long terme aux pays et aux régions afin d'allouer plus de ressources en appui aux priorités de suivi du Cadre Intégré. Au Sénégal, ces fonds ont soutenu des projets dans des domaines cruciaux tels que les négociations internationales, la promotion des exportations, la commercialisation des produits agricoles et la modernisation des infrastructures de télécommunications.

## Un engagement continu

Les États-Unis sont fermement engagés à continuer de faire progresser le Programme de Développement de Doha et d'étendre la participation au système commercial dans le monde. Les États-Unis continueront d'encourager un renforcement des capacités qui répond à la demande. En s'appuyant sur cette approche, les États-Unis amélioreront l'éventail de leur assistance en établissant des partenariats avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales et par l'augmentation de la coopération avec d'autres bailleurs de fonds et organisations internationales.

*Les États-Unis sont fermement engagés à continuer de faire progresser le Programme de Développement de Doha et d'étendre la participation au système commercial dans le monde.*

### PHOTOGRAPHIES :

Cimenterie : Larry Luxner

Train mexicain : Larry Luxner

Vaches : Stephen Goldstein; Photoshare, un service du projet INFO

Travailleur avec un casque de protection : Yosef Hadar; Banque mondiale

Déchargement d'un bateau : Banque mondiale

Tournesols en Égypte : FAO

Usines de mise en bouteilles : Larry Luxner

Marché indonésien : Andrea Fisch; Photoshare, un service du projet INFO

Autobus: Roger Taylor; NREL

Fabrique d'ordinateurs: Larry Luxner

Toutes les autres photos sont de l'USAID

# Annexe

## Assistance pour le renforcement des capacités en matière de commerce (en dollars É.-U.)

CATÉGORIE	1999	2000	2001	2002	2003
Conscience de l'OMC	3.133.288	7.011.722	8.250.253	9.518.213	8.389.916
Accession à l'OMC	4.756.898	5.379.382	8.112.957	4.074.503	5.996.026
<b>Accords de l'OMC (somme des accords)</b>	<b>9.867.296</b>	<b>38.203.329</b>	<b>37.572.617</b>	<b>36.325.261</b>	<b>35.088.900</b>
Accords sur le commerce des biens	1.661.529	6.066.389	2.653.722	1.039.694	671.330
Accord sur l'agriculture	2.345.878	9.315.602	4.105.782	2.186.466	729.950
Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	1.638.052	4.908.706	6.788.308	9.857.862	6.995.360
Accord sur les barrières techniques au commerce (TBT)	730.850	2.583.650	4.840.140	4.643.520	4.401.560
Accord sur les mesures d'investissement liées au commerce (TRIM)	13.500	1.228.000	1.956.048	330.000	220.070
Accord contre le dumping	89.782	685.050	32.770	703.562	103.680
Accord sur les méthodes d'évaluation des biens en douane	568.849	2.244.350	3.462.136	3.974.680	6.651.130
Accord sur les règles sur l'origine	117.870	415.500	1.459.185	1.211.590	659.070
Accord sur les procédures de licences d'importation		296.500	1.366.840	383.000	52.230
Accord sur les subventions et les mesures de compensation (CVM)	50.500	1.226.000	198.440	237.480	236.600
Accord sur les mesures de sécurité	74.000	1.266.000	108.400	664.562	149.750
Accord général sur le commerce des services (GATS)	285	1.186.496	3.423.691	1.558.513	3.878.527
Accord sur les aspects commerciaux des droits de la propriété intellectuelle (ADPIC)	770.632	3.020.831	3.558.952	6.215.359	7.027.824
Accord sur le règlement des litiges	506.962	770.710	258.942	736.100	1.568.210
Accord sur le mécanisme de révision de la politique commerciale	622.150	1.533.792	1.508.041	485.000	252.920
Accord sur les acquisitions du gouvernement	676.456	1.455.753	1.851.219	1.993.873	1.480.000
Autres accords de l'OMC				104.000	10.689
<b>Facilitation du commerce (somme des actions)</b>	<b>67.490.438</b>	<b>102.541.733</b>	<b>111.337.461</b>	<b>167.787.129</b>	<b>223.462.044</b>
Fonctionnement & Administration des douanes				19.900.167	21.505.858
E-Commerce & technologie de l'information (IT)				22.635.501	27.446.716
Promotion de l'exportation				30.992.468	67.413.517
Services aux entreprises & formation				74.482.426	75.252.761
Accords commerciaux régionaux				9.449.448	29.262.861
Autres actions pour la facilitation du commerce				10.327.118	2.580.331
Ressources humaines & normes de travail	40.896.838	84.190.472	132.074.621	99.664.527	113.522.095
Développement du secteur financier & bonne gouvernance	61.503.185	56.722.232	63.332.344	68.850.959	87.594.004
Développement de l'infrastructure physique	72.222.878	50.770.242	43.251.493	19.401.099	43.140.581
Commerce & normes environnementales	20.221.648	29.773.110	34.465.246	19.310.946	22.823.590
Politique de la compétition & investissement étranger	19.681.057	28.642.174	37.038.793	28.667.469	21.652.718
Agriculture liée au commerce	37.037.830	48.542.947	41.628.190	84.002.132	103.700.791
Développement du secteur du tourisme	3.866.088	2.570.716	6.051.892	20.989.283	10.623.252
Développement d'autres services	9.210.857	13.303.913	21.897.831	23.619.182	6.373.076
Transparence dans la gouvernance & coordination entre les agences	18.775.175	27.650.085	46.158.928	33.358.407	41.043.955
Autres assistances techniques liées au commerce	475.632	9.157.534	7.576.435	22.266.038	28.300.000
<b>TOTAL</b>	<b>369.139.107</b>	<b>504.459.705</b>	<b>598.749.112</b>	<b>637.835.149</b>	<b>751.710.945</b>

**Remarque :** Ces chiffres peuvent être remis à jour après la fin de l'exercice financier 2003, qui se termine le 30 septembre 2003. Pour des détails et des définitions plus complètes voir la base de données TCB à l'adresse <www.usaid.gov>, mot clé TCB Database.

Pour plus d'information :

Sur la capacité commerciale dans votre pays consulter <[www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)>, mot clé: TCB Report.

Pour trouver les sites des missions de l'USAID sur l'Internet et les points de contact, voir <[www.usaid.gov/locations/](http://www.usaid.gov/locations/)>.

Pour les pays dans lesquels il n'y a pas de mission USAID, consulter l'annuaire des ambassades et consulats des États-Unis à <<http://usembassy.state.gov/>>.

Pour accéder à la base de données TradeMap voir <[www.trademap-usaid.org](http://www.trademap-usaid.org)>.

Pour des informations concernant les activités de l'USTDA dans votre pays, voir <[www.tda.gov/region/index.html](http://www.tda.gov/region/index.html)>.

Pour plus d'information sur les programmes des États-Unis en matière de TCB contacter:

**A Washington, DC :**

Trade and Investment Team  
Office of Economic Growth  
U.S. Agency for International Development (USAID)  
1300 Pennsylvania Ave., NW  
Washington, DC 20523  
Tél. 1- 202-712-5181

Office for Trade Capacity Building  
Office of the U.S. Trade Representative  
Executive Office of the President  
600 17th Street, NW  
Washington, DC 20508  
Tél. 1-202-395-2839

U.S. Trade and Development Agency  
1000 Wilson Blvd., Suite 1600  
Arlington, VA 22209  
Tél. 1-703-875-4357

**A Genève :**

U.S. Mission to the UN Office and  
Other International Organizations in Geneva  
Route de Pregny 11  
1292 Chambesy, Geneva  
Tél. 41-22-749-4111

